

LICENCE LIBANAISE EN DROIT

La Licence libanaise en droit (équivalent Master 1) est délivrée à la FDSP au terme de quatre années d'études (240 crédits), avec un choix d'option en 4^e année : en droit privé, en droit public ou en droit des affaires.

Options

- Droit privé
- Droit public
- Droit des affaires

Langue principale d'enseignement :

Français Anglais Arabe

Campus où le programme est proposé : CFDSS

OBJECTIFS

Former des femmes et des hommes en mesure de répondre aux enjeux juridiques de nos sociétés en mutation.

COMPÉTENCES

Penser et manier le droit : rechercher, comprendre, expliquer, débattre, questionner, critiquer et proposer.

EXIGENCES DU PROGRAMME

Option : Droit privé

243 crédits : UE obligatoires (216 crédits), UE optionnelles fermées (11 crédits), UE optionnelles ouvertes (16 crédits) et UE Formation générale de l'USJ (41 crédits, peuvent appartenir à une ou plusieurs des catégories ci-dessus).

Option : Droit public

240 crédits : UE obligatoires (216 crédits), UE optionnelles fermées (7 crédits), UE optionnelles ouvertes (17 crédits) et UE Formation générale de l'USJ (41 crédits, peuvent appartenir à une ou plusieurs des catégories ci-dessus).

Option : Droit des affaires

244 crédits : UE obligatoires (221 crédits), UE optionnelles fermées (7 crédits), UE optionnelles ouvertes (16 crédits) et UE Formation générale de l'USJ (41 crédits, peuvent appartenir à une ou plusieurs des catégories ci-dessus).

Tronc commun (trois premières années)

167 crédits : UE obligatoires (164 Cr.) et UE optionnelles fermées (3 Cr.).

UE fondamentales (167 Cr.)

UE obligatoires (164 Cr.)

Code des obligations et des contrats (5 Cr.). Droit constitutionnel I (6 Cr.). Introduction au droit I (6 Cr.). Droit des relations internationales (4 Cr.). Économie politique I (3 Cr.). Histoire des institutions I (3 Cr.). Méthodologie (3 Cr.). Droit constitutionnel II (6 Cr.). Introduction au droit II (6 Cr.). Droit constitutionnel libanais (4 Cr.). Économie politique II (3 Cr.). Histoire des institutions II (3 Cr.). Terminologie juridique (3 Cr.). Droit administratif I (6 Cr.). Droit des obligations I (6 Cr.). Droit des biens et droit foncier (4 Cr.). Procédure civile I (4 Cr.). Finances publiques (4 Cr.). Organisations et juridictions administratives au Liban (4 Cr.). Droit administratif II (6 Cr.). Droit des obligations II (6 Cr.). Droit pénal général (5 Cr.). Histoire comparative des obligations (3 Cr.). Procédure civile II (4 Cr.). Procédure pénale en droit libanais (4 Cr.). Droit civil I - Contrats spéciaux et sûretés (6 Cr.). Droit commercial I (6 Cr.). Droit du travail et de la sécurité sociale (4 Cr.). Droit international public (4 Cr.). Libertés publiques et droits fondamentaux (4 Cr.). Droit civil II - Contrats spéciaux et sûretés (6 Cr.). Droit commercial II (6 Cr.). Comptabilité générale de l'entreprise (4 Cr.). Droit du travail et de la sécurité sociale au Liban (4 Cr.). Voies d'exécution (4 Cr.). Droit administratif spécial (5 Cr.).

UE optionnelles fermées (3 Cr.) à choisir de la liste suivante :

Droit de la propriété intellectuelle (3 Cr.). Criminologie et sciences pénitentiaires (3 Cr.).

4^e année (équivalent Master 1) :

UE obligatoires – Option droit privé (52 Cr.)

Droit civil I - Successions et libéralités (5 Cr.). Droit commercial I - Faillite (5 Cr.). Droit international privé I (6 Cr.). Droit des pays arabes (5 Cr.). Droit pénal spécial (4 Cr.). Droit civil II - Successions et libéralités (5 Cr.). Droit commercial II - Effets de commerce (5 Cr.). Droit international privé II (6 Cr.). Droit fiscal des affaires (3 Cr.). Droit intercommunautaire (3 Cr.). Statuts personnels (5 Cr.).

UE obligatoires – Option droit public (52 Cr.)

Contentieux constitutionnel (6 Cr.). Droit international public I (6 Cr.). Droit international économique (4 Cr.). Droit de l'environnement (4 Cr.). Droit des pays arabes (5 Cr.). Contentieux administratif (6 Cr.). Droit international public II (6 Cr.). Droit fiscal des affaires (3 Cr.). Droit intercommunautaire (3 Cr.). Statuts personnels (5 Cr.). Droit de la fonction publique (4 Cr.).

UE obligatoires – Option droit des affaires (57 Cr.)

Droit civil I - Successions et libéralités (5 Cr.). Droit commercial I - Faillite (5 Cr.). Droit international privé I (6 Cr.). Droit bancaire (4 Cr.). Droit international économique (4 Cr.). Droit pénal spécial (4 Cr.). Droit commercial II - Effets de commerce (5 Cr.). Droit international privé II (6 Cr.). Droit du commerce international (5 Cr.). Droit fiscal des affaires (3 Cr.). Droit intercommunautaire (3 Cr.). Statuts personnels (5 Cr.). Introduction au droit des marchés financiers (2 Cr.).

UE optionnelles fermées – Option droit privé (8 Cr.), à choisir de la liste suivante :

Droit bancaire (4 Cr.). Introduction au droit de la Common Law (4 Cr.). Introduction au droit européen (4 Cr.). Droit maritime et aérien (4 Cr.).

UE optionnelles fermées – Options droit public et droit des affaires (4 Cr.), à choisir de la liste suivante :

Introduction au droit de la Common Law (4 Cr.). Introduction au droit européen (4 Cr.).

UE optionnelles ouvertes - Options droit privé et droit des affaires (16 Cr.)

UE optionnelles ouvertes - Option droit public (17 Cr.)

Formation générale USJ (41 Cr.)

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
	ANGLAIS OU AUTRE LANGUE	4
013ANGAL1	Anglais niveau A4	4
	ARABE	7
	<i>Langue et culture arabes</i>	7
013DCLIL2	Droit constitutionnel libanais	4
013TEJUL2	Terminologie juridique	3
	SCIENCES HUMAINES	9
064VALEL1	Les valeurs de l'USJ à l'épreuve du quotidien	2
	<i>Engagement civique et citoyen</i>	4
013LPDFL6	Libertés publiques et droits fondamentaux	4
	Autre UE	3
013HINSL1	Histoire des institutions I	3

	SCIENCES SOCIALES	10
	<i>Insertion professionnelle et entrepreneuriat</i>	4
013DTSSL5	Droit du travail et de la sécurité sociale	4
	<i>Autre UE</i>	6
013DCIVL1	Introduction au droit I	6
	TECHNIQUES QUANTITATIVES	6
013DESTL6	Démographie statistique	2
013COCOL6	Comptabilité générale de l'entreprise	4
	TECHNIQUES DE COMMUNICATION	5
013METHL1	Méthodologie	3
013ETDEL6	Éthique, déontologie et art oratoire	2

PLAN D'ÉTUDES PROPOSÉ

Semestre 1

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013COBCL1	Code des obligations et des contrats	5
013DCONL1	Droit constitutionnel I	6
013DCIVL1	Introduction au droit I	6
013DRINL2	Droit des relations internationales	4
013ECPOL1	Économie politique I	3
013HINSL1	Histoire des institutions I	3
013METHL1	Méthodologie	3
064VALEL1	Les valeurs de l'USJ à l'épreuve du quotidien	2
	Total	32

Semestre 2

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013DCONL2	Droit constitutionnel II	6
013DCIVL2	Introduction au droit II	6
013DCLIL2	Droit constitutionnel libanais	4
013ECPOL2	Économie politique II	3
013HINSL2	Histoire des institutions II	3
013TEJUL2	Terminologie juridique	3
	UE optionnelles ouvertes	2
	Total	27

Semestre 3

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013DADIL3	Droit administratif I	6
013DOB1L3	Droit des obligations I	6
013DBDFL3	Droit des biens et droit foncier	4

013PCI1L3	Procédure civile I	4
013FIPUL4	Finances publiques	4
013OJALL4	Organisations et juridictions administratives au Liban	4
	UE optionnelles ouvertes	2
	Total	30

Semestre 4

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013DAD2L4	Droit administratif II	6
013DOB2L4	Droit des obligations II	6
013DPEGL4	Droit pénal général	5
013HCOBL4	Histoire comparative des obligations	3
013PCI2L4	Procédure civile II	4
013PPDLL4	Procédure pénale en droit libanais	4
013DESTL6	Démographie statistique	2
013ETDEL6	Éthique, déontologie et art oratoire	2
	Total	32

Semestre 5

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013DCI1L5	Droit civil I - Contrats spéciaux et sûretés	6
013DCO1L5	Droit commercial I	6
013DPINL5 ou 013CRSPL6	UE optionnelle fermée Droit de la propriété intellectuelle ou Criminologie et sciences pénitentiaires	3
013DTSSL5	Droit du travail et de la sécurité sociale	4
013DIPUL5	Droit international public	4
013LPDFL6	Libertés publiques et droits fondamentaux	4
	Total	27

Semestre 6

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013DCI2L6	Droit civil II - Contrats spéciaux et sûretés	6
013DCO2L6	Droit commercial II	6
013COCOL6	Comptabilité générale de l'entreprise	4
013DTSSL6	Droit du travail et de la sécurité sociale au Liban	4
013VOEXL6	Voies d'exécution	4
013DADSL6	Droit administratif spécial	5
	UE optionnelles ouvertes	4
	Total	33

Semestre 7

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
013ANGAL1	Anglais niveau A4	4
	UE obligatoires – Option droit privé	
013DCI1L7	Droit civil I - Successions et libéralités	5
013DCOML7	Droit commercial I - Faillite	5
013DIPVL7	Droit international privé I	6
013DIARL7	Droit des pays arabes	5
013DIPSL7	Droit pénal spécial	4
	UE optionnelles fermées – Option droit privé	
013DIBAL8 ou 013IDCLL7	Droit bancaire ou Introduction au droit de la Common Law	4
	Total	33
	UE obligatoires – Option droit des affaires	
013DCI1L7	Droit civil I - Successions et libéralités	5
013DCOML7	Droit commercial I - Faillite	5
013DIPVL7	Droit international privé I	6
013DIBAL8	Droit bancaire	4
013DIEIL8	Droit international économique	4
013DIPSL7	Droit pénal spécial	4
	UE optionnelles fermées – Option droit des affaires	
013IDCLL7 ou 013DIEUL8	Introduction au droit de la Common Law ou Introduction au droit européen	4
	Total	36
	UE obligatoires – Option droit public	
013COCOL8	Contentieux constitutionnel	6
013DIPUL7	Droit international public I	6
013DIEIL8	Droit international économique	4
013DENVL7	Droit de l'environnement	4
013DIARL7	Droit des pays arabes	5
	UE optionnelles fermées – Options droit public	
013IDCLL7 ou 013DIEUL8	Introduction au droit de la Common Law ou Introduction au droit européen	4
	Total	33

Semestre 8

Code	Intitulé de l'UE	Crédits
	UE obligatoires – Option droit privé	
013DCI1L8	Droit civil II - Successions et libéralités	5
013DCOML8	Droit commercial II - Effets de commerce	5
013DIPVL8	Droit international privé II	6
013DIFAL8	Droit fiscal des affaires	3
013DINTL8	Droit intercommunautaire	3
013STPEL8	Statuts personnels	5
	UE optionnelles ouvertes	4
	UE optionnelles fermées – Option droit privé	
013DIEUL8 ou 013DIMAL8	Introduction au droit européen ou Droit maritime et aérien	4
	Total	35
	UE obligatoires – Option droit des affaires	
013DCOML8	Droit commercial II - Effets de commerce	5
013DIPVL8	Droit international privé II	6
013DCOIL8	Droit du commerce international	5
013DIFAL8	Droit fiscal des affaires	3
013DINTL8	Droit intercommunautaire	3
013STPEL8	Statuts personnels	5
013IDMFL7	Introduction au droit des marchés financiers	2
	UE optionnelles ouvertes	4
	Total	33
	UE obligatoires – Option droit public	
013COADL7	Contentieux administratif	6
013DIPUL8	Droit international public II	6
013DIFAL8	Droit fiscal des affaires	3
013DINTL8	Droit intercommunautaire	3
013STPEL8	Statuts personnels	5
013DFPUL8	Droit de la fonction publique	4
	UE optionnelles ouvertes	5
	Total	32

DESCRIPTIFS DES UE

064VAEL1	Les valeurs de l'USJ à l'épreuve du quotidien	2 Cr.
Cette unité d'enseignement vise à sensibiliser les étudiants aux valeurs fondamentales de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) afin de les investir dans leur vie personnelle, interpersonnelle et professionnelle. Elle les engage ainsi dans une réflexion critique sur la manière dont les valeurs inscrites dans la Charte de l'USJ peuvent influencer leurs comportements, leurs actions et leurs décisions afin de relever les défis du monde contemporain. Ils seront également conscients des enjeux globaux et des responsabilités éthiques, prêts à contribuer positivement à la construction d'une société meilleure.		

013DCIVL1	Introduction au droit I	6 Cr.
Introduction générale : Définition du droit. Rapport entre droit et société. Finalités du droit. Sciences auxiliaires du droit. Différents sens du mot droit.		
I- L'identification du droit : La règle de droit (ses critères, ses fondements). Le système du droit (les grandes familles juridiques, les divisions du droit, les ordres de juridiction).		
II- La création du droit : Les sources écrites du droit. Les sources non écrites du droit.		
III- La mise en œuvre du droit : Détermination de la règle de droit applicable (dans l'espace, dans le temps). Interprétation de la règle de droit applicable (objet de l'interprétation, auteur de l'interprétation, méthodes d'interprétation).		

013DCIVL2	Introduction au droit II	6 Cr.
I- La titularité des droits		
A) Les sujets de droit : 1) Les personnes physiques, 2) Les personnes morales		
B) La preuve des droits : 1) La charge de la preuve, 2) Les modes de preuve		
II- Les différents droits		
A) Les droits extrapatrimoniaux : 1) Droits et libertés, 2) Les droits de la personnalité		
B) Les droits patrimoniaux : 1) Les droits personnels, 2) Les droits réels.		

013DCONL1	Droit constitutionnel I	6 Cr.
Le droit constitutionnel est l'une des branches fondamentales du droit public. Le cours aborde, d'une part, les concepts théoriques de base de cette branche du droit et, d'autre part, les principaux régimes politiques contemporains.		
Dans ce cours sont successivement examinés le concept de l'État, celui de la constitution et enfin le concept de la démocratie. L'étude de l'État porte tout d'abord sur la notion elle-même, ensuite sur les fonctions de l'État et enfin sur les formes étatiques. S'agissant de la constitution, sont abordés son aspect conceptuel (tant l'évolution historique du concept que ses différentes définitions), les procédures de son élaboration et de sa révision ainsi que le contrôle de la constitutionnalité des lois (la théorie du contrôle avec ses différentes formes, ses fonctions et la question de sa légitimité mais aussi des exemples concrets de types et d'organes de contrôle comme la Cour suprême des États-Unis, le Conseil constitutionnel français, la Cour de Karlsruhe, etc.). Le chapitre sur la démocratie examine non seulement le concept en tant que tel, à travers ses origines, ses définitions et les conditions favorables et nécessaires à son établissement, mais aussi les différentes manifestations de la démocratie à travers la participation du peuple au pouvoir (fondements souverainistes et systèmes exclusifs ou mixtes de participation) et au choix des gouvernants (modalités du suffrage et modes de scrutin).		

013DCONL2	Droit constitutionnel II	6 Cr.
Le cours porte sur la théorie de la séparation des pouvoirs, la classification des régimes politiques et l'étude des principaux régimes politiques occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, Italie, Allemagne et France).		

013COBCL1	Code des obligations et des contrats	5 Cr.
Une introduction à la codification libanaise moderne à travers la genèse et les caractéristiques du Code des obligations et des contrats (comparé à la « Medjellé » ottomane précédente), suivie des différentes catégories d'obligations, puis de la responsabilité civile délictuelle et quasi-délictuelle.		

013DCLIL2**Droit constitutionnel libanais****4 Cr.****A- L'histoire constitutionnelle libanaise :**

- L'évolution des institutions politiques libanaises depuis la période ottomane jusqu'aux accords de Taëf de 1989 ; l'émirat, le caïmacanat, la moutasarrifya, le mandat, la I^e République, la II^e République.
- La genèse de la Constitution libanaise : le contexte, les sources et les grands principes d'inspiration, la procédure de révision et les amendements successifs.

B- Les institutions politiques actuelles :

- Les pouvoirs politiques : le législatif, l'exécutif, leurs compétences et les rapports de collaboration et de pression mutuels.
- Les institutions spécialisées : le Conseil constitutionnel, la Haute Cour.

013ECPOL1**Économie politique I****3 Cr.****Économie et société : une histoire politique et intellectuelle (XVIII^e – XXI^e siècles).**

Ce cours a pour objectif d'initier les étudiants aux grands débats de la pensée politico-économique des deux derniers siècles, notamment autour du capitalisme et des questions qu'il soulève (stabilité, conflit, inégalités, etc.), dans le cadre d'une approche critique et pluraliste. Les différents chapitres accordent une attention spéciale aux influences exercées par ces débats du passé sur les politiques publiques contemporaines (économiques bien sûr, mais également sociales, éducatives, militaires, judiciaires, etc.). Chaque séance s'attarde sur l'intersection entre les questionnements économiques et certains grands thèmes juridiques et politiques comme la propriété privée, l'État, la justice, le droit, l'égalité ou la domination.

Le cours débute par une réflexion épistémologique autour de la « scientificité » de l'économie, à travers les débats récents en la matière. Le chapitre I aborde l'émergence historique du capitalisme et les premières tentatives de le penser. Le chapitre II se penche sur la pensée économique classique (Smith, Ricardo, Malthus). Le chapitre III étudie la première vague de remises en question des idées classiques et de la valeur-travail par le courant néo-classique naissant. Il décrit l'émergence et les fondements de la philosophie utilitariste (Bentham) et de ses disciples économistes (Say, Senior, Bastiat). Le chapitre IV présente les résistances intellectuelles présocialistes en réaction aux conditions de travail et de vie des travailleurs (Thompson, Saint-Simon, Proudhon, etc.). Le chapitre V s'attarde sur la contribution marxiste au débat en cours, ainsi que sur les influences qu'elle exercera sur les conflits politiques et les mouvements sociaux du XX^e siècle. Le chapitre VI présente la révolution marginaliste et son autorité sur l'économie politique contemporaine (Jevons, Menger, Walras, Marshall). Le chapitre VII introduit deux pensées critiques du début du XX^e siècle : celle de Thorstein Veblen, l'un des fondateurs du courant institutionnaliste, et celle d'auteurs comme Luxemburg, Hobson ou Lénine qui s'attaquent à l'impérialisme des grandes nations capitalistes et dénoncent l'hypocrisie coloniale qui cache une domination politique et économique. Dans la lignée de la crise de 1929 et du New Deal de Roosevelt, la pensée keynésienne est présentée dans le chapitre VIII, notamment à travers ses conséquences sur la place et le rôle de l'État jusqu'aux années 1970. Le chapitre IX montre que cette domination intellectuelle n'empêche pas le développement de plusieurs écoles de pensée à l'ombre du primat keynésien. D'une part, l'économie du développement (dans le sillage d'Arthur Lewis), d'autre part les travaux de l'économiste Samuelson faisant la synthèse de l'approche keynésienne et de l'approche néo-classique. À leur opposé, les économistes conservateurs des écoles autrichiennes et de Chicago se radicalisent en critiquant l'intervention ou même l'existence de l'État dans certains domaines (Hayek et Friedman). Enfin, le chapitre conclusif présente les tentatives nouvelles de construire une économie politique critique dans des institutions diverses (famille, école, gouvernement, etc.).

013ECPOL2**Économie politique II****3 Cr.****États, économies et sociétés civiles au Moyen-Orient**

L'économie politique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est présentée aux étudiants en faisant usage des notions, concepts et outils analytiques développés dans le cours du semestre précédent (Éco Po I). L'économie, la politique, le droit et la justice dans la région sont exposés dans leurs influences réciproques au cours des XX^e et XXI^e siècles, avec une attention particulière accordée au cas libanais d'une part, et aux transformations juridiques à portée sociale d'autre part. Les différentes questions économiques (relatives aux services, à l'agriculture, à l'eau, au pétrole, à la démographie, aux questions militaires, au marché de l'emploi, à la justice, etc.) sont étudiées au prisme de la grille d'analyse proposée par le cours qui donne une place de choix aux acteurs politiques et à la société civile. Les étudiants sont ainsi introduits à l'histoire politico-économique du « monde arabe » contemporain, depuis l'époque coloniale, en passant par le tournant socialiste de l'indépendance, jusqu'aux révoltes de 2011.

Le cours présente les principaux éléments du revirement néo-libéral des années 80-90 issu du « consensus de Washington » et ses acteurs (institutions financières internationales, régimes politiques, etc.), ainsi que la notion de « capitalisme de connivence » et ses implications économiques et politiques. Les étudiants y apprennent à décrypter les liens complexes entre autoritarisme, capitalisme et démocratie, et à identifier la portée politique et sociale des choix économiques des régimes arabes pour essayer de comprendre le rôle relatif des questions économiques et sociales dans la genèse des mouvements sociaux, ainsi que les défis politiques et économiques dans chaque secteur étudié. Le cours débouche sur une sensibilisation analytique à la question des inégalités au Liban et dans le monde arabe.

013HINSL1	Histoire des institutions I	3 Cr.
------------------	------------------------------------	--------------

Ce cours a pour objectif de sensibiliser les étudiants à l'historicité du droit et des institutions, et de les familiariser avec les temporalités inhérentes à la matière juridique et aux problèmes qu'elles soulèvent : évolutionnisme, liens de causalité, eurocentrisme, etc. Ces préoccupations méthodologiques et épistémologiques accompagnent les différents chapitres du cours, notamment lorsqu'il s'agit de comparer des expériences historiques différentes ou d'expliquer le présent du droit en ayant recours à ses multiples passés.

Un premier chapitre introductif présente l'intérêt et les difficultés de l'approche historique pour étudier les institutions et le droit. Le chapitre II expose les principaux éléments des anciens droits orientaux (babylonien et hébreïque notamment). Dans le chapitre III, le cours s'attarde sur les institutions politiques grecques dans le cadre des cités, avant de s'intéresser dans le chapitre IV à l'influence philosophique et morale de la pensée grecque sur le droit antique. Dans sa deuxième partie, le cours présente les institutions politiques romaines sous la République (chapitre V), ainsi que le droit romain de cette période, notamment en ce qui concerne ses sources, ses sanctions et ses procédures principales (chapitre VI). De même, les chapitres VII et VIII présentent les institutions politiques et le droit de la période romaine classique et du Bas-Empire. Un chapitre conclusif expose succinctement les influences romaines sur les droits du haut Moyen Âge dans le cadre du féodalisme balbutiant.

Tout au long de cette histoire, nous insistons sur les liens et influences réciproques entre le politique et son institutionnalisation d'une part, et les développements juridiques de l'autre. Histoire politique et intellectuelle et histoire juridique apparaissent ainsi intimement imbriquées, de manière à introduire les étudiants à l'intérêt d'une sociologie historique du droit.

013HINSL2	Histoire des institutions II	3 Cr.
------------------	-------------------------------------	--------------

Animé par des préoccupations épistémologiques semblables à celles du cours précédent (HI 1), ce cours porte sur les époques médiévales et modernes, de la chute de l'Empire romain à la Révolution française et sur ses conséquences sur le XIX^e siècle juridique et politique. Il insiste sur les processus lents et complexes de construction des États contemporains pour permettre aux étudiants de saisir leur historicité ainsi que celle des principales institutions, tout en appréhendant les interactions entre acteurs et processus juridiques, militaires, économiques, intellectuels et politiques à l'œuvre dans des contextes différents. Une importance spéciale est accordée à la mise en place mouvementée des pouvoirs normatif et judiciaire. Les rapports entre les États naissants et l'Église, la féodalité et son pluralisme juridique et coutumier, le rôle des juristes dans la construction de l'État absolutiste, les principales institutions médiévales et modernes : ces aspects parmi d'autres permettent de remonter avec les étudiants aux origines historiques de la diversité des formes étatiques et politiques contemporaines. Cette construction n'est ni linéaire ni incontestée, et le cours accorde une place importante aux principaux mouvements médiévaux et modernes de résistance à l'État, qui apparaît ainsi dans toute son originalité (puisque'il n'est plus l'aboutissement inévitable et ultime de l'histoire institutionnelle) et toute sa violence (il se construit contre d'autres formes d'organisation sociale, politique et culturelle). Dans la dernière partie du cours, la présentation du moment colonial permet de faire la transition vers les institutions libanaises et moyen-orientales, pour souligner l'importance de l'importation intellectuelle et institutionnelle en œuvre entre le XIX^e et le XX^e siècles, tout en étant sensible aux phénomènes d'hybridation politique et juridique (influences locales, ottomanes, islamiques, etc.).

013DRINL2	Droit des relations internationales	4 Cr.
------------------	--	--------------

La première partie du cours traite de l'évolution historique de la société internationale et de son droit. Elle aborde les signes précurseurs durant l'Antiquité, la constitution d'une société internationale européenne avec la chute de l'Empire romain, l'apparition progressive d'un droit international, l'émergence de l'État moderne selon le modèle westphalien, la colonisation, la formulation d'une doctrine de droit international, l'élargissement de la société internationale sous domination européenne, les mécanismes de coopération internationale, la SDN, le système

des mandats, l'institutionnalisation de la société internationale, la contradiction Est /Ouest, la décolonisation, la prolifération des normes du droit international, la mondialisation et la fracture Nord/Sud .
La première partie du cours présente les acteurs de la société internationale : L'Etat, les organisations internationales, les personnes physiques, les ONG et les firmes multinationales.

013TEJUL2 Terminologie juridique 3 Cr.

Le cours aborde dans sa première partie les principaux termes arabes et français se rapportant aux différentes branches du droit :

- Droit privé : droit civil, droit commercial, droit du travail, procédure civile
- Droit pénal : droit pénal général, droit pénal spécial, procédure pénale
- Droit public : droit constitutionnel, droit administratif, droit budgétaire et législation financière, droit international public.

Il expose dans sa deuxième partie, un aperçu thématique des principaux termes juridiques anglais ainsi que les principales locutions latines.

013METHL1 Méthodologie 3 Cr.

La méthodologie juridique est destinée à l'apprentissage des méthodes de travail appliquées par les juristes dans le cadre de leur activité. Les étudiants ont besoin d'être guidés à la fois pour obtenir leur diplôme et pour se préparer à la vie professionnelle. Ce cours tend à leur donner les outils nécessaires pour réussir les épreuves écrites (commentaire de texte, analyse d'une décision de justice, cas pratique, dissertation) et les épreuves orales (consultation orale, exposé oral) auxquelles ils sont soumis tout au long de leur cursus, soit dans le cadre des séances de travaux dirigés, soit en fin de semestre. La méthodologie vise aussi à développer chez eux les qualités de recherche, de raisonnement, et de structuration de la pensée, nécessaires à tout juriste.

013DADIL3 Droit administratif I 6 Cr.

Introduction générale

- 1) La justice administrative
- 2) La légalité administrative
- 3) La responsabilité administrative.

013DAD2L4 Droit administratif II 6 Cr.

- 1) Le service public
- 2) La police administrative
- 3) Les actes administratifs unilatéraux
- 4) Les contrats administratifs.

013DOB1L3 Droit des obligations I 6 Cr.

I- Introduction au droit des obligations

- Les origines du Code des obligations et des contrats libanais
- La notion d'obligation, les sources des obligations, les classifications des obligations.

II- La formation du contrat

- Les éléments constitutifs de l'accord de volontés (offre et acceptation), le processus de rencontre des volontés (pourparlers, avant contrats), les vices du consentement (erreur dol, violence), l'objet, la cause.
- Les sanctions de la formation du contrat : nullité, inexistance.

013DOB2L4 Droit des obligations II 6 Cr.

I- Les effets du contrat

L'exécution du contrat : force obligatoire du contrat, rayonnement du contrat, circulation du contrat. L'inexécution du contrat : régime général de la responsabilité contractuelle, règles spécifiques aux contrats synallagmatiques.

II- la responsabilité civile délictuelle

Le fait dommageable : dommage, fait génératrice, lien de causalité. Le régime de responsabilité : régimes de droit commun (fait personnel, fait d'autrui, fait des choses), régimes spéciaux. L'effet juridique de la responsabilité : l'obligation de réparation.

013PCI1L3**Procédure civile I****4 Cr.**

- 1) Principes généraux
- 2) L'action (intérêt, qualité, capacité)
- 3) La demande en justice (la demande initiale, les demandes incidentes)
- 4) Les moyens de défense (les défenses au fonds, les exceptions de procédure, les fins de non-recevoir)
- 5) La compétence (la compétence internationale, la compétence d'attribution ou *ratione materiae*, la compétence territoriale ou *ratione loci*).

013PCI2L4**Procédure civile II****4 Cr.**

- 1) La preuve (la preuve littérale, l'aveu et la comparution personnelle, le serment, la preuve testimoniale, les présomptions, la constatation et l'expertise)
- 2) L'instance (notions générales, représentation en justice, la signification ou la notification, les délais, les incidents d'instance)
- 3) Les jugements
- 4) Le juge des référés
- 5) Les décisions gracieuses et les ordonnances sur requêtes.

013OJALL4**Organisations et juridictions administratives au Liban****4 Cr.**

Le cours portant sur l'organisation administrative et des juridictions administratives comporte deux titres. Dans le premier titre, réservé à l'organisation administrative, sont développés le pouvoir centralisé et déconcentré, d'une part, et les pouvoirs décentralisés, d'autre part. Ces développements sont précédés d'un aperçu sur le service public et la personne morale.

Le second titre est réservé au contentieux administratif et plus précisément aux règles de procédure administrative développées dans le statut du Conseil d'État. Ce titre est divisé en trois parties : la première partie est consacrée à la requête introductory d'instance, la seconde au déroulement de l'instance et la troisième à la phase du jugement.

013DBDFL3**Droit des biens et droit foncier****4 Cr.****I- Les immeubles**

- Délimitation et recensement
- Registre foncier
- Les différents droits réels
- Les différentes catégories d'immeubles
- Nature juridique des terres. Théorie générale des wakfs
- Les troubles de voisinage
- Le droit de propriété : indivision, copropriété, le permis de construire, remembrement et lotissement.

II- Les meubles

- La monnaie
- La possession (en fait de meubles, possession vaut titre).

013PPDLL4**Procédure pénale en droit libanais****4 Cr.**

Ce cours présentera l'ensemble des règles qui, depuis l'enquête policière jusqu'au jugement, précisent la façon dont les personnes soupçonnées d'être les auteurs ou les complices d'une infraction sont recherchées, poursuivies, puis jugées.

Le cours est composé de cinq parties :

- 1) L'organisation de la juridiction pénale
- 2) L'action devant le juge pénal
- 3) L'instruction dans le procès pénal
- 4) Les voies de recours
- 5) Les issues du procès pénal.

013FIPUL4**Finances publiques****4 Cr.**

Définition, objet, sources normatives (environnement juridique, politique, économique, évolution et enjeux).

- La notion de budget : définition politique, définition juridique, caractéristiques principales, aperçu historique
- Les principes budgétaires : unité, universalité, annualité, équilibre, sincérité
- L'élaboration du budget : autorités compétentes, procédure d'élaboration, présentation et contenu
- L'adoption du budget : étendue des prérogatives parlementaires, rôle de la commission des finances et du budget, discussion et vote, contentieux constitutionnel
- L'exécution du budget : principes, exécution des recettes, exécution des dépenses
- Le contrôle de l'exécution du budget : le contrôle administratif, le contrôle par la Cour des comptes, le contrôle parlementaire
- Les instruments de financement budgétaire : le financement de l'État par l'impôt (étude sommaire de l'impôt), le financement de l'État par l'emprunt (Trésor et emprunt public).

013DPEGL4**Droit pénal général****5 Cr.**

- Fondement et évolution du droit de punir. Les différentes écoles de droit pénal. Principes généraux de droit pénal. Les sciences complémentaires. Rapports du droit pénal avec les autres branches du droit et les autres sciences humaines. Le code pénal libanais : élaboration, contenu, plan.
- Les éléments constitutifs de l'infraction. L'élément légal. L'élément matériel. La tentative. L'élément moral. La responsabilité pénale. Les faits justificatifs. Les diverses sortes d'infractions.
- Tableau et caractères généraux des peines et des mesures de sûreté. Mesure des peines. Circonstances aggravantes, excuses et circonstances atténuantes. Complicité. Concours d'infractions. Récidive et preuves de la récidive. Causes de suspension ou d'extinction des peines et des condamnations. Responsabilité des mineurs.
- Les grands systèmes de procédure pénale.

013HCOBL4**Histoire comparative des obligations****3 Cr.**

Introduction : Droit romain comme base commune des droits des obligations de la tradition civiliste. Droit romain et Code civil français. Droit romain et COC libanais.

Chapitre 1 : Les grandes étapes du droit privé romain

- 1- L'ancien droit romain
- 2- Le droit classique romain
- 3- Le droit romain tardif.

Chapitre 2 : Définitions et classifications des obligations

- 1- La notion d'obligation
- 2- L'invention du contrat
- 3- Les classifications des obligations.

Chapitre 3 : Les contrats formalistes

- 1- Le formalisme contractuel
- 2- Le paradigme de la stipulation.

Chapitre 4 : Les contrats réels

- 1- Le *mutuum* (le prêt de consommation)
- 2- Les contrats réels de bonne foi.

Chapitre 5 : L'invention du contrat consensuel

- 1- La bonne foi
- 2- Le *numerus clausus* des contrats consensuels de bonne foi.

013DCO1L5**Droit commercial I****6 Cr.**

Le cours magistral est composé d'une introduction et de deux parties.

L'introduction est axée sur la question essentielle suivante : le droit commercial est-il distinct du droit civil et par conséquent mérite-t-il d'être étudié ? La réponse positive à cette question est donnée à travers l'examen de l'histoire et de l'évolution du droit commercial ainsi que des sources de celui-ci, qui ne se confondent pas avec celles du droit civil, et enfin à travers la démonstration que les règles du droit commercial sont distinctes des règles du droit civil. Une fois la distinction entre droit civil et droit commercial faite, les critères d'application de ce dernier sont dégagés.

La première partie est intitulée « Les actes de commerce et le commerçant ». Elle porte sur la détermination des actes de commerce (actes de commerce par nature, par accessoire, par la forme et par la fonction) et de leur régime juridique, puis sur le commerçant au double niveau de sa qualité et de son statut.

La deuxième partie est intitulée « Les biens du commerçant ». Dans le cadre de cette partie, est examiné le fonds de commerce quant aux éléments qui le composent et aux principales opérations dont il peut faire l'objet (la vente, l'apport en société, la location-gérance et le nantissement). Une étude succincte des autres fonds professionnels y est également faite (fonds artisanal, fonds agricole et fonds libéral) et enfin, y sont expliqués les moyens qui permettent au commerçant ou au professionnel de mettre ses biens personnels à l'abri des risques de son activité commerciale ou professionnelle.

Le cours magistral est complété par les séances de travaux dirigés qui proposent l'examen dans leur aspect pratique des points susmentionnés de même que celui des notions supplémentaires suivantes : l'arbitrage, la représentation commerciale et la concurrence.

013DCO2L6 Droit commercial II

6 Cr.

Cette partie porte sur le droit des sociétés.

Elle commence par introduire la société (contrat ou institution), pour poursuivre l'étude des principaux éléments du contrat de société.

Le cours se penche ensuite les règles applicables aux sociétés en général, que ce soit au niveau de leur naissance, de leur fonctionnement ou de leur disparition.

Dans un troisième temps, l'étude porte sur un examen détaillé des trois principaux types de sociétés : société en nom collectif (type de la société de personnes), société à responsabilité limitée (société de type mixte) et société anonyme (société de capitaux).

013DCI1L5 Droit civil I - Contrats spéciaux et sûretés

6 Cr.

Étude des principaux contrats spéciaux en droit libanais et en droit français.

- La vente : formation et effets
- Le mandat.

013DCI2L6 Droit civil II - Contrats spéciaux et sûretés

6 Cr.

- Le contrat d'entreprise

- Le bail

- Les sûretés : Notion de sûretés - Droit de rétention - Sûretés personnelles - Sûretés réelles.

013VOEXL6 Voies d'exécution

4 Cr.

Introduction

- I- La règlementation des voies d'exécution dans le droit libanais
- II- La saisie conservatoire
- III- La saisie-revendication
- IV- La saisie-arrêt
- V- La saisie-exécutoire.

013DTSSL5 Droit du travail et de la sécurité sociale

4 Cr.

La raison d'être du droit du travail, les éléments du contrat individuel du travail, la rupture du contrat de travail, le contentieux des conflits individuels et collectifs de travail et les accidents du travail.

Les principales notions du droit du travail en France et au Liban : l'entreprise (la notion d'entreprise, son organisation sociale, les évènements qui affectent sa vie, les obligations de l'employeur et du salarié), les rapports collectifs de travail (les syndicats, la grève et le lock-out, etc.).

La Sécurité sociale traite l'organisation administrative de la Caisse nationale de la sécurité sociale au Liban, les branches de la Sécurité sociale, les affiliés à la Sécurité sociale, les cotisations et le contentieux de la retraite devant la Cour de cassation libanaise.

013DTSLL6**Droit du travail et de la sécurité sociale au Liban****4 Cr.**

Le droit du travail est un droit spécifique avec beaucoup de particularités, pénétré des principes du droit public et du droit privé. La recherche des solutions doit s'effectuer dans le cadre du seul droit du travail, un ensemble homogène de dispositions cohérentes sous peine de méconnaître la finalité sociale des règles juridiques.

C'est pourquoi, le cours de droit du travail du 1^{er} semestre donné en arabe, est un cours concret et précis qui explique à l'étudiant la raison d'être du droit du travail, l'esprit qui doit régir l'interprétation des textes, les éléments du contrat individuel du travail, la rupture du contrat de travail, le contentieux des conflits individuels et collectifs de travail et les accidents du travail, tout en passant en revue, les principaux problèmes qui se posent aux tribunaux arbitraux du travail au Liban et les solutions que la chambre sociale de la Cour de Cassation leur a apportées.

013DIPUL5**Droit international public****4 Cr.**

- Introduction générale au droit international public

- Les sujets du droit international :

- 1) Les États : définition, souveraineté, territoire, compétences, formation et transformation des États.
- 2) Les organisations internationales : le statut des organisations internationales, leur personnalité juridique, leur structure, leurs compétences.
- 3) Les individus : la protection internationale des individus à travers le développement des droits de l'homme et du droit humanitaire, la répression internationale des individus et la création des juridictions pénales internationales.

013COCOL6**Comptabilité générale de l'entreprise****4 Cr.****I - Les principaux documents comptables**

- 1- Le bilan d'ouverture
- 2- Les comptes
- 3- Le livre journal
- 4- Le grand livre
- 5- Le plan comptable
- 6- La balance.

II - Les principaux travaux comptables datant du 31 décembre de l'année

- 1- Les principaux travaux d'inventaire et la balance avant inventaire
- 2- La détermination du résultat
- 3 - La balance après inventaire
- 4- Le bilan final
- 5- Les principaux ratios.

013DADSL6**Droit administratif spécial****5 Cr.**

- 1) La propriété des personnes publiques. Domaine public et domaine privé. Mode de gestion du domaine privé.
- 2) Les travaux publics et les ouvrages publics. Modes d'exécution. La responsabilité du fait des travaux publics.
- 3) Expropriation et réquisition.

013LPDFL6**Libertés publiques et droits fondamentaux****4 Cr.**

- 1) La notion de droits publics individuels et sociaux. Histoire, fondements philosophiques et juridiques.

2) Les différentes techniques juridiques de reconnaissances et de protections des libertés publiques en droit comparé.

013DPINL5**Droit de la propriété intellectuelle****3 Cr.****Introduction générale**

- 1- Définitions- État de la matière et liens avec les autres branches du droit
- 2- Branches du droit de la propriété intellectuelle
- 3- Historique et sources du droit de la PI
- 4- Caractères du concept de la PI
- 5- Nature des droits de la PI
- 6- Fondements philosophiques du droit de la PI.

Titre I : La propriété littéraire et artistique

- 1- Les conditions de la protection
- 2- Le domaine de la protection
- 3- Les titulaires de la protection
- 4- Le contenu de la protection
- 5- Les sanctions des droits de la PI.

Titre II : La propriété industrielle

- Introduction : définitions ; historique
- 1- Les créations industrielles
 - a- Dessins et modèles industriels
 - b- Brevets d'invention
- 2- Les signes distinctifs
 - a- Les marques
 - b- Les dénominations géographiques.

013CRSPL6**Criminologie et sciences pénitentiaires****3 Cr.****Introduction générale - criminologie**

- Le crime : approche sociologique et sources religieuses et éthiques
- La criminologie : définition(s), liens avec d'autres disciplines juridiques et avec les sciences humaines et objet de la matière
- Historiographie ou histoire de la pensée sur le crime
- Conceptions philosophiques chronologiques sur le crime : les différentes écoles en criminologie
- Domaine de la criminologie
- Différentes catégories de criminologie (biologique, psychologique et sociologique)
- Les méthodes de la criminologie (XIX^e, XX^e et XXI^e siècles).

L'étude du crime ou micro-criminalité

- Chapitre 1 : La classification des crimes

L'étude de la criminalité ou macro-criminalité

- Chapitre 1 : La criminalité des pays en voie de développement
- Chapitre 2 : La criminalité des pays développés.

L'étude du criminel

- Chapitre 1 : Les délinquants atteints de troubles mentaux
- Chapitre 2 : Délinquants d'habitude et délinquants d'occasion
- Chapitre 3 : Délinquants jeunes et délinquants adultes.

Les moyens de lutte contre la criminalité

- Chapitre 1 : Les liens de la criminalité et du droit pénal
- Chapitre 2 : Les fonctions de la peine
- Chapitre 3 : La criminologie préventive
- Chapitre 4 : La criminologie clinique
- Chapitre 5 : Les grands problèmes criminologiques actuels.

Introduction générale – science pénitentiaire

- Définition et évolution de la science pénitentiaire
- Chapitre 1 : Les divers types de sanctions
- Chapitre 2 : Les institutions pénitentiaires.

013DCOML7**Droit commercial I - Faillite****5 Cr.**

Les procédures collectives (faillite et concordat préventif) appréciées au regard des avancées de la législation bancaire spéciale ainsi que du droit français moderne des entreprises en difficulté.

013DCOML8**Droit commercial II - Effets de commerce****5 Cr.**

Les effets de commerce (y compris le chèque) suivis en supplément de deux modèles d'actes courants de la vie des affaires : la garantie autonome et le contrat « FIDIC ».

013DCI1L7**Droit civil I - Successions et libéralités****5 Cr.**

Introduction : les relations entre le droit des successions et le droit des libéralités.

Les règles applicables à la succession des « non-mahométans » (loi du 23 juin 1959)

La dévolution successorale :

- 1) La dévolution légale (les qualités requises pour succéder, les principes de désignation des héritiers, l'étendue des droits des héritiers)
- 2) La dévolution volontaire (les pactes sur successions futures, le testament, la réserve héréditaire).

013DCI1L8**Droit civil II - Successions et libéralités****5 Cr.**

Le règlement successoral :

- 1) Le règlement amiable (l'appréhension de la succession, le sort du passif successoral, le sort de l'actif successoral)
- 2) Le règlement judiciaire.

013DIPVL7**Droit international privé I****6 Cr.**

Ce cours inclut une introduction générale, présentant le droit international privé (objet, sources) et l'évolution historique des conflits de lois (de l'école italienne des statuts à l'époque contemporaine). Ensuite, le cours approfondit l'étude de la théorie générale des conflits de lois, notamment les caractéristiques de la règle de conflit classique et des techniques concurrentes modernes (lois de police, *proper law*, règles de conflit à finalité matérielle, etc.). De même, il étudie le fonctionnement des règles de conflit, notamment les problèmes dus à la divergence des systèmes nationaux (particulièrement, le problème de la qualification et le renvoi), ainsi que ceux dus au temps (changement de la règle de conflit et conflit mobile), pour finir par l'étude de la loi étrangère : régime d'application devant le juge du for (application d'office, preuve du contenu de la loi étrangère, contrôles exercés par la cour de cassation sur les juges du fond, etc.) et éviction éventuelle de la loi étrangère (exceptions d'ordre public international et de fraude à la loi, etc.).

013DIPVL8**Droit international privé II****6 Cr.**

Étude des conflits de juridictions sous l'angle de la compétence internationale, des conflits de procédures et de la réception des jugements étrangers.

Étude de la partie spéciale de droit international privé : le statut personnel, les contrats internationaux (droit libanais et droit français).

013DIFAL8**Droit fiscal des affaires****3 Cr.**

Ce cours porte sur l'ensemble des règles juridiques relatives à l'impôt. Il présente les principes et techniques propres à la matière (historique, définition, caractéristiques, spécificités des sources du droit fiscal, modalités d'interprétation de ces règles, aussi bien par les juridictions compétentes que par l'administration, etc.) ainsi que les notions de bases des finances publiques et du budget. Il aborde de même les principaux impôts qui forment le système fiscal libanais, et plus particulièrement la fiscalité des affaires avec ses mécanismes et particularités. Il comporte aussi un large aspect international conventionnel et comparatif de manière à rendre les étudiants plus à même de comprendre les évolutions récentes au niveau des normes fiscales et financières. Il leur permettra aussi de mieux maîtriser leur fiscalité personnelle ainsi que la fiscalité sociale et celle des affaires dans le cadre de leur activité professionnelles de conseil et d'assistance juridique.

Il aborde enfin les modes de contrôle et de vérification des contribuables ainsi que le contentieux fiscal.

013IDCLL7**Introduction au droit de la Common Law****4 Cr.**

- Introduction au droit anglais : son histoire, ses spécificités (le rôle du jury, différence de conception de la règle de droit), ses sources (la jurisprudence, la loi, les autres sources)
- Introduction au droit américain : survol historique, structure du droit américain (aux niveaux législatif et jurisprudentiel), ses sources (la jurisprudence, les règles écrites)
- Séminaires pratiques relatifs au droit américain (termes juridiques anglo-saxons, Constitution américaine et grands arrêts de la Cour Suprême américaine, législations, contrats et sociétés dans la pratique américaine, les modes alternatifs de résolution des litiges aux États-Unis).

013DIBAL8**Droit bancaire****4 Cr.**

- Réglementation de la profession bancaire : les banques (définition, accès à la profession bancaire, exercice de la profession bancaire, radiation) et les organes de direction et de contrôle (la Banque du Liban, les autres organes à caractère public)
- Les comptes en banque : règles communes à tous les comptes bancaires (ouverture, fonctionnement, clôture), règles propres au compte courant et au compte de dépôt.

013DIEUL8**Introduction au droit européen****4 Cr.**

- Introduction générale : Un débat récurrent : quelle Europe ? - Les racines historiques de l'Europe - La double dimension du droit européen : l'Union européenne, le Conseil de l'Europe)
- L'ordre juridique communautaire : organes de l'Union européenne - Droit de l'Union européenne : effet direct et primauté du droit communautaire, sanction du droit communautaire
- Le droit européen des droits de l'homme : Origines et fondement de la protection européenne des droits de l'homme - La Convention européenne des droits de l'homme : caractère objectif, applicabilité directe, primauté sur le droit interne - La Cour européenne des droits de l'homme : compétence obligatoire, droit de recours individuel, autorité des arrêts de la Cour - Les droits protégés : droits intangibles, droits conditionnels, droits indirects.

013DCOML7**Droit commercial I - Faillite****5 Cr.**

Les procédures collectives (faillite et concordat préventif) appréciées au regard des avancées de la législation bancaire spéciale ainsi que du droit français moderne des entreprises en difficulté.

013DCOML8**Droit commercial II - Effets de commerce****5 Cr.**

Les effets de commerce (y compris le chèque) suivis en supplément de deux modèles d'actes courants de la vie des affaires : la garantie autonome et le contrat « FIDIC ».

013DCI1L7**Droit civil I - Successions et libéralités****5 Cr.**

Introduction : les relations entre le droit des successions et le droit des libéralités

Les règles applicables à la succession des « non-mahométans » (loi du 23 juin 1959)

La dévolution successorale :

- 1) La dévolution légale (les qualités requises pour succéder, les principes de désignation des héritiers, l'étendue des droits des héritiers)
- 2) La dévolution volontaire (les pactes sur successions futures, le testament, la réserve héréditaire).

013DIPVL7**Droit international privé I****6 Cr.**

Ce cours inclut une introduction générale, présentant le droit international privé (objet, sources) et l'évolution historique des conflits de lois (de l'école italienne des statuts à l'époque contemporaine). Ensuite, le cours approfondit l'étude de la théorie générale des conflits de lois, notamment les caractéristiques de la règle de conflit classique et des techniques concurrentes modernes (lois de police, *proper law*, règles de conflit à finalité matérielle). De même, il étudie le fonctionnement des règles de conflit, notamment les problèmes dus à la divergence des systèmes nationaux (particulièrement, le problème de la qualification et le renvoi), ainsi que ceux dus au temps (changement de la règle de conflit et conflit mobile), pour finir par l'étude de la loi étrangère : régime d'application devant le juge du for (application d'office, preuve du contenu de la loi étrangère, contrôles exercés par la cour de cassation sur les juges du fond et éviction éventuelle de la loi étrangère (exceptions d'ordre public international et de fraude à la loi, etc.).

013DIPVL8**Droit international privé II****6 Cr.**

Étude des conflits de juridictions sous l'angle de la compétence internationale, des conflits de procédures et de la réception des jugements étrangers.

Étude de la partie spéciale de droit international privé : le statut personnel, les contrats internationaux (droit libanais et droit français).

013DCOIL8**Droit du commerce international****5 Cr.**

Ce cours est un cours obligatoire en 4^e année du cursus « Licence libanaise en droit » pour les étudiants qui choisissent l'option droit des affaires. Il s'adresse aux étudiants qui veulent devenir des juristes d'affaires, dans un monde caractérisé par une mondialisation croissante. Il permet d'approfondir l'étude du droit international privé des affaires (particulièrement les contrats internationaux, les délits et les sociétés) et celle de l'arbitrage international, devenu de nos jours le principal mode de résolution des litiges commerciaux internationaux. Par ailleurs, il traite aussi de divers sujets pratiques, particulièrement utiles en matière de droit du commerce international (négociation et médiation internationales, joint-ventures, divers contrats internationaux, etc.).

013IDMFL7**Introduction au droit des marchés financiers****2 Cr.**

Étude des activités, auteurs, autorités et contrôle des marchés financiers.

013DIFAL8**Droit fiscal des affaires****3 Cr.**

Ce cours porte sur l'ensemble des règles juridiques relatives à l'impôt. Il présente les principes et techniques propres à la matière (historique, définition, caractéristiques, spécificités des sources du droit fiscal, modalités d'interprétation de ces règles aussi bien par les juridictions compétentes que par l'administration, etc.) ainsi que les notions de bases des finances publiques et du budget. Il envisage de même les principaux impôts qui forment le système fiscal libanais et porte plus particulièrement sur la fiscalité des affaires avec ses mécanismes et particularités. Il comporte aussi un large aspect international conventionnel et comparatif de manière à rendre les étudiants plus à même de comprendre les évolutions récentes au niveau des normes fiscales et financières. Il leur permettra aussi de mieux maîtriser leur fiscalité personnelle ainsi que la fiscalité sociale et des affaires dans le cadre de leur activité professionnelles de conseil et d'assistance juridique.

Il aborde enfin les modes de contrôle et de vérification des contribuables ainsi que le contentieux fiscal.

013IDCLL7**Introduction au droit de la Common Law****4 Cr.**

- Introduction au droit anglais : son histoire, ses spécificités (le rôle du jury, différence de conception de la règle de droit), ses sources (la jurisprudence, la loi, les autres sources)
- Introduction au droit américain : survol historique, structure du droit américain (aux niveaux législatif et jurisprudentiel), ses sources (la jurisprudence, les règles écrites)
- Séminaires pratiques relatifs au droit américain (termes juridiques anglo-saxons, Constitution américaine et grands arrêts de la Cour Suprême américaine, législations, contrats et sociétés dans la pratique américaine, les modes alternatifs de résolution des litiges aux États-Unis).

013DIBAL8**Droit bancaire****4 Cr.**

- Réglementation de la profession bancaire : les banques (définition, accès à la profession bancaire, exercice de la profession bancaire, radiation) et les organes de direction et de contrôle (la Banque du Liban, les autres organes à caractère public).
- Les comptes en banque : règles communes à tous les comptes bancaires (ouverture, fonctionnement, clôture), règles propres au compte courant et au compte de dépôt.

013DIEUL8**Introduction au droit européen****4 Cr.**

- Introduction générale : Un débat récurrent : quelle Europe ? - Les racines historiques de l'Europe - La double dimension du droit européen : l'Union européenne, le Conseil de l'Europe)
- L'ordre juridique communautaire : Organes de l'Union Européenne - Droit de l'Union européenne : effet direct et primauté du droit communautaire, sanction du droit communautaire
- Le droit européen des droits de l'homme : Origines et fondement de la protection européenne des droits de l'homme - La Convention européenne des droits de l'homme : caractère objectif, applicabilité directe, primauté sur le droit interne - La Cour européenne des droits de l'homme : compétence obligatoire ; droit de recours individuel ; autorité des arrêts de la Cour - Les droits protégés : droits intangibles, droits conditionnels, droits indirects.

013DIPUL7	Droit international public I	6 Cr.
<p>- Les sources du droit international public ou processus formel d'élaboration des normes internationales : les sources conventionnelles, les sources non écrites (coutume et principes généraux du droit), les actes unilatéraux et les sources subsidiaires (doctrine et jurisprudence).</p> <p>- La responsabilité internationale des États en tant que sanction de la violation des règles du droit international : le fait internationalement illicite et ses effets, l'obligation de réparation, les contre-mesures.</p>		
013DIPUL8	Droit international public II	6 Cr.
<p>- Le règlement pacifique des différends : les modes diplomatiques (négociation, médiation, enquête, conciliation) et les modes juridictionnels (arbitrage, règlement judiciaire) de règlement des différends.</p> <p>- La règlementation du recours à la force armée : l'interdiction du recours à la force armée et le système de sécurité collective, la légitime défense, exception à l'interdiction du recours à la force armée. L'extension du recours à la force armée : transgression ou évolution du droit international, le terrorisme ou l'usage incontrôlé de la force armée, l'intervention d'humanité, l'intervention sollicitée. Le désarmement pour une sécurité collective préventive.</p>		
013COADL7	Contentieux administratif	6 Cr.
<p>1) La compétence de la juridiction administrative</p> <p>2) Les recours devant le juge administratif</p> <p>3) L'introduction de l'instance administrative</p> <p>4) Le déroulement de l'instance administrative</p> <p>5) La décision de justice administrative</p> <p>6) Les modes alternatifs de règlement des litiges administratifs.</p>		
013COCOL8	Contentieux constitutionnel	6 Cr.
<p>L'enseignement de contentieux constitutionnel propose l'étude approfondie de la justice constitutionnelle, de sa conception historique et doctrinale à sa mise en œuvre, jusqu'à ses dernières évolutions, notamment l'instauration de la QPC en France. Essentiellement fondé sur une approche comparative des Conseils constitutionnels français et libanais, ce cours offre une présentation détaillée du fonctionnement de la justice constitutionnelle, notamment à travers l'étude des normes de références et des règles de procédure du contrôle de constitutionnalité des lois. Il amène également les étudiants à s'interroger sur la place qu'occupe le juge constitutionnel au sein des pouvoirs publics.</p>		
013DENVL7	Droit de l'environnement	4 Cr.
<p>Introduction Comprendre le droit de l'environnement – Penser le droit de l'environnement.</p> <p>I- Les principes du droit de l'environnement : Les principes primitifs – Les principes actifs.</p> <p>II-Les finalités du droit de l'environnement : Le droit à l'environnement – Le développement durable – La protection du patrimoine commun de l'humanité.</p> <p>III-La réparation du dommage écologique : La réparation civile du dommage écologique - La réparation administrative du dommage écologique.</p>		
013DIEIL8	Droit international économique	5 Cr.
<p>Introduction générale</p> <p>I - Les échanges internationaux</p> <p>1) Le droit institutionnel de l'OMC</p> <p>2) Le droit matériel de l'OMC.</p> <p>II - Les investissements internationaux</p> <p>1) Les sources du droit international des investissements</p> <p>2) Les notions d'investisseur et d'investissement</p> <p>3) Le régime juridique des investissements.</p>		

013IDCLL7**Introduction au droit de la Common Law****4 Cr.**

- Introduction au droit anglais : son histoire, ses spécificités (le rôle du jury, différence de conception de la règle de droit), ses sources (la jurisprudence, la loi, les autres sources)
- Introduction au droit américain : survol historique, structure du droit américain (aux niveaux législatif et jurisprudentiel), ses sources (la jurisprudence, les règles écrites)
- Séminaires pratiques relatifs au droit américain (termes juridiques anglo-saxons, Constitution américaine et grands arrêts de la Cour Suprême américaine, législations, contrats et sociétés dans la pratique américaine, les modes alternatifs de résolution des litiges aux États-Unis).

013DIEUL8**Introduction au droit européen****4 Cr.**

- Introduction générale : Un débat récurrent : quelle Europe ? - Les racines historiques de l'Europe - La double dimension du droit européen : l'Union européenne ; le Conseil de l'Europe)
- L'ordre juridique communautaire : Organes de l'Union Européenne - Droit de l'Union européenne : effet direct et primauté du droit communautaire, sanction du droit communautaire
- Le droit européen des droits de l'homme : Origines et fondement de la protection européenne des droits de l'homme - La Convention européenne des droits de l'homme : caractère objectif, applicabilité directe, primauté sur le droit interne - La Cour européenne des droits de l'homme : compétence obligatoire ; droit de recours individuel ; autorité des arrêts de la Cour - Les droits protégés : droits intangibles, droits conditionnels, droits indirects.

013DIFAL8**Droit fiscal des affaires****3 Cr.**

Ce cours porte sur l'ensemble des règles juridiques relatives à l'impôt. Il présente les principes et techniques propres à la matière (historique, définition, caractéristiques, spécificités des sources du droit fiscal, modalités d'interprétation de ces règles aussi bien par les juridictions compétentes que par l'administration, etc.) ainsi que les notions de bases des finances publiques et du budget. Il aborde de même les principaux impôts qui forment le système fiscal libanais, et porte plus particulièrement sur la fiscalité des affaires avec ses mécanismes et particularités. Il comporte aussi un large aspect international conventionnel et comparatif de manière à rendre les étudiants plus à même de comprendre les évolutions récentes au niveau des normes fiscales et financières. Il leur permettra aussi de mieux maîtriser leur fiscalité personnelle ainsi que la fiscalité sociale et des affaires dans le cadre de leur activité professionnelles de conseil et d'assistance juridique.

Il aborde enfin les modes de contrôle et de vérification des contribuables ainsi que le contentieux fiscal.

IV- Certificat de spécialisation communs aux trois options de droit privé, droit des affaires et de droit public (matières enseignées en langue arabe)

013DIARL7**Droit des pays arabes****5 Cr.**

Étude comparative des différents systèmes des pays arabes dans le domaine du droit public et du droit privé.

013DINTL8**Droit intercommunautaire****3 Cr.**

Ce cours a pour objet les rapports entre le droit civil et les divers droits confessionnels en matière de statut personnel.

Il s'ouvre par un aperçu historique de l'émergence des diverses communautés religieuses au Liban et du développement progressif de leurs compétences législatives et juridictionnelles, en étudiant les spécificités du lien communautaire au Liban.

Puis, il passe en revue les diverses compétences législatives et juridictionnelles des communautés religieuses, à travers l'étude des textes qui les ont instaurées. Un chapitre est consacré aux tribunaux confessionnels qui étudie leurs compétences ainsi que la procédure qui y est suivie. L'exécution des décisions communautaires est également traitée.

Enfin, le cours s'intéresse aux conflits de compétence, qu'ils soient *ratione personae* ou *ratione materiae* entre les deux ordres de juridictions, et propose une analyse des diverses décisions jurisprudentielles en la matière.

Le lien communautaire. Ses caractéristiques et ses conséquences civiles. Le droit communautaire et son évolution. Conflits de lois et de juridictions étatiques et confessionnelles. Conflits de loi et de juridictions intercommunautaires

Statut personnel des communautés chrétiennes

- 1) Introduction au régime du Statut personnel
 - * Communautés religieuses reconnues par l'Arrêté 60 L.R.
 - * La compétence des autorités religieuses pour statuer sur les conflits matrimoniaux en vertu de la loi du 2 avril 1951
- 2) Le sacrement du mariage
- 3) Les éléments requis pour la célébration du mariage
- 4) Les empêchements dirimants au mariage
- 5) Les lois qui régissent les contrats de mariage
- 6) Les effets personnels et patrimoniaux du mariage : Garde des enfants – Séparation des biens – Pension alimentaire – Droit de visite
- 7) L'annulation du mariage chez les communautés catholiques
- 8) Les causes de divorce chez les communautés orthodoxe, copte, évangélique, israélite
- 9) La séparation entre les époux
- 10) L'adoption
- 11) La tutelle sur les mineurs
- 12) La filiation légitime et illégitime
- 13) Les dommages- intérêts consécutifs à l'annulation du mariage et au prononcé du divorce.
- 14) L'exécution des jugements religieux
- 15) Le pouvoir de la Cour de cassation (chambres réunies) de contrôler les jugements émanant des tribunaux religieux
- 16) Les mariages mixtes – conflits de compétence entre les tribunaux civils et religieux
- 17) La crise du régime du Statut personnel.

Statut personnel des communautés musulmanes

Introduction : l'étude des concepts : statut personnel, confessionnalisme et communautés musulmanes.

Les pouvoirs attribués aux communautés religieuses en matière de statut personnel, l'histoire des institutions judiciaires islamiques, l'indépendance judiciaire des chiites et des druzes, organisation des tribunaux char'yi.

- 1) Les modalités du mariage avant l'islam et la classification du mariage en islam entre son caractère obligatoire et interdit
- 2) Les dispositions relatives aux fiançailles
- 3) Des éléments constitutifs du mariage et des conditions requises pour sa validité : tutelle matrimoniale, mahr (dot), empêchements au mariage
 - Les formalités administratives préalables au mariage
 - Les sanctions des conditions de validité du mariage. Les effets du mariage.
- 4) La dissolution du mariage et ses effets : de la répudiation, du divorce, de la répudiation moyennant compensation « khol'o », des différentes formes de répudiation et de leurs effets, des effets de la dissolution du mariage, de l'idda (retraite légale).
- 5) La pension alimentaire
- 6) La garde des enfants « hadana »
- 7) De la filiation et de ses effets, la reconnaissance de parenté
- 8) Le mariage mixte.

- Les infractions contre le patrimoine : vol, escroquerie, abus de confiance et infractions assimilées (Code pénal libanais, Livre II, Titre II)
- Les infractions contre les personnes et les mœurs, atteintes à l'intégrité corporelle, attentats et outrages aux mœurs, etc. (Code pénal libanais. Livre II, Titres VII, VIII et IX)
- Les infractions contre la chose publique : atteintes à la sûreté de l'État, à la sécurité publique, infractions contre l'administration publique. L'administration de la justice, la foi publique, la religion et la famille (Code pénal libanais, Livre II, Titres I, II, III. IV V et VI). Notions générales sur les contraventions.

013DFPUL8**Droit de la fonction publique****4 Cr.**

Ce cours est réservé à la loi sur la fonction publique au Liban. Les conditions d'accès à la fonction publique, les droits et les obligations des fonctionnaires publics, le déroulement de la carrière dans la fonction publique, ainsi que le pouvoir disciplinaire sont les principaux titres de cette matière.

013ADREL1**Alternative Dispute Resolution****2 Cr.**

This course is an introduction to alternative techniques of conflict resolution that can occur outside the traditional framework of a judicial trial. This includes amicable and jurisdictional methods (arbitration, mediation, conciliation, settlement, techniques imposed by public and private law, etc.).

The sources studied are not only Lebanese Law (of national and international source), but also French Law, as well as comparative law through the principles enshrined in the various UNCITRAL model laws.

At the outcome of the course, the student will be familiar with the various alternative techniques of conflict resolution in Lebanon, in France and in comparative law.

013DIMAL8**Droit maritime et aérien****4 Cr.**

Objet du droit maritime, sources du droit maritime, régime juridique de la mer, étude de la notion du navire et les acteurs de la navigation. Objet, caractères et évolution du droit aérien ; les bases conventionnelles fondamentales du droit aérien.

013ETDEL6**Éthique, déontologie et art oratoire****2 Cr.**

L'éthique et la déontologie qui structurent la profession d'avocat et en constituent la colonne vertébrale. L'éloquence est un outil de communication et de persuasion, ainsi qu'une méthode essentielle de structuration de la pensée.

013DESTL6**Démographie statistique****2 Cr.**

Cette matière combine des éléments de démographie (l'étude des populations humaines) et de statistique (méthodes de traitement et d'analyse des données).